

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/3  
30 novembre 1999

(99-5196)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Troisième session  
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: français

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

### Commission de la Communauté européenne

#### Déclaration de M. Pascal Lamy, Commissaire au commerce

La grande question est la suivante: que faisons-nous ici? Et qu'allons-nous faire cette semaine?

Une partie de la réponse à cette question est facile. Nous sommes là pour profiter de la chaleur de l'hospitalité du nord-ouest de l'Amérique même si la chaleur est à prendre au figuré pour cette période de l'année. Laissez-moi donc commencer en remerciant la Présidente de cette conférence, Charlene Barshefsky, et l'équipe d'organisation à Seattle pour ce qu'ils ont fait pour nous accueillir si chaleureusement et pour leurs efforts et leur travail pour que cette Conférence puisse avoir lieu.

Tout le reste, franchement, repose sur nous.

Laissez-moi commencer avec une métaphore américaine. Imaginons que le commerce mondial est un de ces énormes trains de marchandises cahotants du style de ceux que l'on voit rouler à l'est de Spokane et plus loin au sud de la Californie ou au nord vers Vancouver. Si tel est le cas, Seattle est bien un aiguillage central et critique!

Je n'ai aucun doute que le train de marchandises file vers l'aiguillage à grande allure et sans risque de dérailler dans un fossé de protectionnisme. Mais je pense que nous devons veiller à ce que le train de marchandises soit sur la bonne voie. Et des inquiétudes s'expriment à cet égard.

Nos amis des pays en voie de développement sont généralement inquiets. Ils ont soulevé un certain nombre de problèmes dans le domaine de la mise en œuvre. Nous devons les écouter et nous devons prendre leurs soucis en considération.

Encore un autre exemple, plus bruyant celui-là: les 50 000, ou bien est-ce 100 000, protestataires à l'extérieur de cette enceinte. Ils ne sont pas là par hasard.

Bien sûr, la vie serait plus facile pour certains d'entre nous s'ils n'étaient pas là. Nous pourrions alors continuer selon nos vieilles habitudes, à concocter entre nous des textes volumineux en jargon incompréhensible. J'entends parfois les négociateurs commerciaux parler de l'intérêt des organisations non gouvernementales pour nos affaires comme une invasion de sauterelles. "Pourquoi nous? Qu'a donc fait l'OMC de si mal?"

En même temps ils espèrent que les sauterelles vont s'en aller et vont attaquer le champ d'un autre. Le fait est que ces rassemblements ont un droit légitime à protester et que nous devons les écouter.

Mesdames et Messieurs, les protestataires sont là parce que ce que nous faisons cette semaine compte. Ils s'inquiètent de savoir où le train va et nous devons en faire de même. Nous devons discuter avec eux de leurs arguments.

Nous vivons dans une nouvelle ère, celle de la globalisation. Pour cette ère nouvelle nous devons trouver des politiques nouvelles. Quelquefois, nos amis à l'extérieur essaient de suggérer que notre choix se résume à deux options: succomber à l'étreinte de la globalisation ou la démolir.

En réalité, il y a une troisième option. Devant le Parlement européen je l'ai intitulée "la globalisation maîtrisée" et elle fonde mon approche de la politique commerciale en général, et du travail de cette semaine en particulier. Cette approche tient en quelques mots.

Premièrement, nous ne devrions pas avoir peur d'augmenter la vitesse de notre train de marchandises. La libéralisation du commerce a apporté d'énormes avantages à l'économie de nos pays et il n'y a aucune raison de penser qu'il pourrait ne pas en être de même du nouveau cycle de négociations. Nous devons poursuivre nos efforts afin de faire en sorte que ces avantages soient plus largement répartis entre les divers pays et, osons le dire, dans nos propres pays. Il nous faut aussi voir si nous pouvons maintenir durablement notre vitesse, et c'est pour cela que l'Union européenne procède actuellement à une évaluation des effets du nouveau cycle sur le développement durable. Mais vous pouvez compter sur l'Union européenne pour ce qui est des négociations sur l'accès aux marchés - dans le domaine des services, des marchandises (à condition que la question des droits de douane soit abordée de manière globale) et - mais oui - dans l'agriculture également.

On a beaucoup débattu de l'agriculture à Genève et ce sont nos ambassadeurs qui ont fait en notre nom le difficile travail, parfois ingrat. Mais laissez-moi vous dire en quelques mots ce que nous sommes prêts à faire. Nous sommes prêts à négocier, sur la base de l'ensemble du fameux article 20. Cela signifie que nous sommes prêts à négocier sur les points suivants: nouvelles réductions des subventions à l'exportation (à condition que l'on débâte également des moyens auxquels les autres recourent pour aider leurs exportateurs), soutien interne et droits de douane. Mais cela signifie aussi que les considérations autres que d'ordre commercial doivent être prises en compte, et nous ne pouvons pas faire de concessions sur ce point.

Deuxièmement, la vitesse du train ne doit pas être notre seul souci. Nous devons être certains que la gestion du système commercial mondial est parfaitement adaptée aux besoins de l'économie mondiale. Avec le recul du temps, on se rend compte qu'il était parfaitement absurde que l'ancien GATT n'ait aucune prérogative, par exemple, dans le domaine des services, ou qu'il ne puisse pas régler les différends de manière contraignante. Je pense qu'on peut établir des parallèles avec la situation actuelle. Les gens se demanderont demain pourquoi le monde a hésité à engager des négociations sur l'investissement, la concurrence et la facilitation des échanges. Chacun connaît nos vues sur ces questions, qui nous paraissent capitales pour les travaux de la Conférence. Mais il est une chose à laquelle il faut bien réfléchir: si nous ne lançons pas ces négociations dès à présent, il faudra peut-être attendre dix ans avant que nous abordions véritablement ces questions vitales.

Troisièmement, nous, les conducteurs du train, nous devons voir au-delà du tunnel. Nous devons songer à l'environnement dans lequel circule le train, et qu'il saccage parfois. Nous devons songer aux travailleurs qui posent les voies, à ceux qui entretiennent le train et à ceux qui veillent au respect des horaires. Je sais que les questions du commerce et du travail et du commerce et de l'environnement préoccupent bon nombre de pays en développement.

Mais à propos du commerce et du travail, je vous demande instamment de réexaminer la proposition que nous avons présentée concernant la création d'un forum conjoint OIT/OMC. Elle est tout à fait conforme à ce qui a été convenu à Singapour. Elle va en fait plus loin et vise à amorcer un dialogue authentique sur la question. Elle a été mûrement pensée: elle n'est pas simplement destinée à prévenir le risque de sanctions protectionnistes injustes, mais vise à écarter l'idée même que cela puisse se produire.

En ce qui concerne l'environnement, les questions sont légèrement différentes. Nous voulons que l'environnement soit intégré à toutes les questions qui seront examinées dans le nouveau cycle de négociations et nous voulons qu'y soient abordées les questions fondamentales que sont le lien entre les règles de l'OMC et les AEM, l'éco-étiquetage et le principe de précaution.

Plus que tout peut-être nous avons besoin pour notre train de nouveaux conducteurs, venus de pays en développement. C'est pourquoi nous avons aussi essayé dans toutes nos propositions de faire une place à la notion de développement. C'est pourquoi nous invitons tous les pays riches à offrir l'accès en franchise aux pays les moins avancés. C'est pourquoi nous sommes en train de repenser notre action en matière de renforcement des capacités, d'assistance technique et de traitement spécial et différencié.

Je serai très clair. Nous ne dressons pas aujourd'hui la liste de ces desiderata pour les jeter demain aux oubliettes. Nous voulons un cycle de négociations de vaste portée, qui s'inscrive dans le cadre d'un engagement unique, et d'une durée de trois ans. Nous ne prétendons pas arriver à des résultats impossibles sur des questions nouvelles, mais nous voulons un programme de négociation global et substantiel.

En conclusion, nous devons, à l'OMC, élargir notre vision. Nous devons regarder par-delà ces belles montagnes qui dominent la ville et réfléchir à ce qu'il nous faudra avoir réalisé, pas simplement dans un ou deux ans, mais dans 20 ans. Cet horizon dépasse de loin nos mandats politiques; mais nous devons penser à ce que nous léguerons à la prochaine génération de dirigeants politiques. Cette semaine nous offre une occasion que nous ne pouvons pas laisser passer si nous sommes vraiment soucieux de l'avenir.

---